



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Moyens de l'hôpital public

Question au Gouvernement n° 2911

Texte de la question

MOYENS DE L'HÔPITAL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Alain Bruneel.

M. Alain Bruneel. Monsieur le ministre des solidarités et de la santé, l'un de vos tweets, publié le 5 avril dernier, a marqué les esprits, car vous y annonciez la suspension des plans de restructuration dans les hôpitaux,...

M. Olivier Véran, ministre. C'est vrai !

M. Alain Bruneel. ...en les renvoyant à la grande consultation qui suivra la crise actuelle.

De l'espoir, il y en avait aussi au début de la crise, lorsque le Président de la République avait déclaré « la santé n'a pas de prix » et qu'il souhaitait déployer un plan d'investissement massif pour l'hôpital, promettant à tous que le jour d'après ne serait pas un retour au jour d'avant.

Sur le terrain, le ressenti diffère : les premières lumières du jour d'après ressemblent furieusement à celles du jour d'avant. Pendant que les soignants jettent toutes leurs forces pour lutter contre le Covid-19, à l'hôpital de Douai, à l'hôpital Vinatier de Lyon et dans beaucoup d'autres établissements, l'élaboration des futurs contrats de retour à l'équilibre financier et les fermetures de lits ou de services se poursuivent, sous couvert d'une meilleure mutualisation des forces en période de crise. Continuer à agir de la sorte, comme si de rien n'était, surtout en période de crise sanitaire, est inacceptable et constitue une véritable insulte aux équipes soignantes.

Les batailles, les luttes menées par le personnel hospitalier depuis de nombreux mois sont toujours d'actualité. La colère des soignants n'a pas disparu, elle est juste occultée par le combat qu'ils mènent actuellement contre cette maladie. Certes, vous suspendez les plans de retour à l'équilibre financier, mais les mots ont un sens : le groupe communiste vous demande d'aller plus loin et de les annuler, afin de redonner immédiatement à ces structures des marges de manœuvre budgétaires. Lors de vos précédentes interventions, vous avez évoqué des réponses aux demandes tout en rappelant les différents plans de votre prédécesseur ; vous souhaitez poursuivre les concertations pour construire l'hôpital de demain.

La période actuelle est marquée par des élans de solidarité et des débrouillardises, qui reposent principalement sur de l'aide extérieure. Après la crise, il sera plus qu'urgent de concrétiser l'action de l'État avec des moyens humains et financiers pour l'hôpital. L'État a certes repris 10 milliards d'euros de la dette des hôpitaux, mais il en reste 20 milliards : nous demandons une reprise totale de la dette, ce qui annulerait de fait les plans de restructuration. (*M. Hubert Wulfranc applaudit.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, *ministre des solidarités et de la santé*. Les soignants, dans les hôpitaux, ne se sont pas contentés de faire preuve de débrouillardise et de faire appel à de l'aide extérieure : ils ont fait preuve de génie, oui, de génie, je le pense sincèrement. Je m'entretiens par visioconférence avec des équipes de réanimation de différents hôpitaux, infirmiers, aides-soignants, médecins, pour qu'ils me racontent leur quotidien au pic de l'épidémie, et je puis vous dire que c'est impressionnant ; on lit la fierté sur le visage, masqué, de ces soignants, et elle n'est ni feinte ni usurpée. En effet, ils ont été capables de multiplier par deux ou par trois le nombre de lits de réanimation. Un réanimateur m'a dit sa fierté de n'avoir jamais dû intuber un malade dans un couloir. Une infirmière m'a dit la sienne de n'avoir jamais été amenée à débrancher le respirateur d'un malade pour le donner à un patient plus jeune. Des équipes ont vraiment eu très peur devant l'afflux des malades, puisque 500 à 600 nouveaux patients entraient en réanimation chaque jour en France. Les soignants insistent sur l'importance de l'évacuation de patients par hélicoptère, train ou bateau, et sur la solidarité incroyable de collègues ayant traversé la France pour venir prêter main-forte aux services de réanimation et leur permettre de tenir. Voilà ce dont ils me parlent.

Cependant, je ne néglige pas le sujet profond que vous évoquez, à savoir la perte de sens mise en avant par certains dans la pratique quotidienne de leur métier. L'enjeu devant nous est de reconnaître à sa juste valeur la place des soignants dans notre société, car ils lui sont indispensables. Nous continuons d'étudier ce sujet, même si les soignants ont actuellement d'autres priorités que de participer à de grandes concertations, mais le moment viendra.

Le Premier ministre a annoncé le versement d'une prime aux soignants des hôpitaux. Plusieurs centaines de millions d'euros ont été accordés aux hôpitaux, ce qui est normal dans la période actuelle. J'ai en outre annoncé la suspension de tous les plans de restructuration, sur tout le territoire, au Vinatier, dans le Grand Est ou ailleurs : on arrête tout et on verra plus tard, après avoir consulté les acteurs de terrain. Soyez rassuré !
(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.)

M. Jean-Jacques Bridey. Très bien !

Données clés

Auteur : [M. Alain Bruneel](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2911

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [30 avril 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 avril 2020](#)